



Sophie PANTEL

Députée de la Lozère

Secrétaire de l'Assemblée nationale,

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire

Membre de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Mende, le 08 janvier 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE – L'ACTUALITE PARLEMENTAIRE DE SOPHIE PANTEL

Après avoir rencontré le Premier ministre avant les fêtes, nous rencontrons cette semaine le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, la ministre du Travail, de la santé, des Solidarités et des Familles et la ministre chargée des Comptes publics.

Avant toute chose, rappelons deux évidences :

- **Nous ne sommes pas responsables de la situation budgétaire du pays**, pas responsables de la dissolution, pas responsables du blocage institutionnel qui s'en est suivi avec le refus de nommer un Premier ministre de gauche à Matignon, pas responsables de la nomination de ministres recyclés de précédents gouvernements en échec ou battus lors des dernières élections législatives ;
- **Nous ne cherchons pas des postes de ministres mais des avancées significatives et concrètes pour les Françaises et les Français.** Le gouvernement de François Bayrou est un gouvernement de droite, nous sommes et demeurerons son opposition de gauche pendant toute la durée de sa présence à Matignon.

Néanmoins, **la situation politique exige que les forces politiques républicaines discutent entre elles pour parvenir à un accord de non-censure.** Comme les écologistes et les communistes, nous ne voulons pas faire la politique de la chaise vide, nous souhaitons être utiles aux Françaises et aux Français, et pour cela nous nous fixons trois objectifs :

1. **Doter la France d'un budget.** À la fin de l'année 2024, nous avons voté la loi spéciale afin d'éviter le risque de « *shutdown* ». Mais si l'absence d'un budget pour 2025 devait se prolonger, cela confirmerait **des conséquences défavorables pour les plus vulnérables et les plus petites entreprises.**
2. **Ramener toutes les améliorations possibles aux Françaises et aux Français pour leur quotidien.** Nous ne voulons pas attendre une hypothétique démission du Président de la République, une incertaine dissolution ou la présidentielle dans 30 mois pour agir sur le quotidien des Françaises et des Français. **Tout de suite, nous mettons sur la table des propositions.**

3. **Il existe un chemin sans dépendre de l'extrême-droite.** - en reprenant des propositions des socialistes, des écologistes et des communistes.

Depuis un mois, les socialistes ont fait des gestes d'ouverture pour contribuer à l'apaisement du pays. **La balle est désormais dans le camp de François Bayrou et de son gouvernement.**

- Nous attendons sa déclaration de politique générale mardi prochain, le 14 janvier.
- Nous prenons nos responsabilités en acceptant de discuter avec un gouvernement issu d'un bloc qui a perdu les élections législatives en juillet dernier. **Néanmoins, nous n'accepterons pas la continuité de la politique macroniste., nous le redisons, il n'y aura pas de stabilité sans justice,** donc sans changement de cap politique.

Différentes rencontres ont eu lieu cette semaine entre mon groupe et les ministres préparées au préalable par de nombreuses visio-conférences. Des échanges restent encore nécessaires pour aboutir.

Nous avons écrit une proposition de loi visant à garantir la continuité économique de la Nation qui comprend notamment les mesures attendues par le monde agricole, l'entrée en vigueur du Prêt à taux zéro (PTZ) pour tous les territoires et pour le bâti ancien.

On s'orienterait vers une reprise du texte du budget, là où il en était au moment de la censure, avec une Commission Mixte Paritaire (CMP) rapide où nous serons à égalité (du fait de la rotation pour les petits groupes).

Seules les dépenses seraient discutées ; cela a l'avantage d'aller vite pour donner à la France un budget mais il faudrait une loi ordinaire et/ou un PLFR notamment pour intégrer nos propositions qui seraient acceptées par le gouvernement pour la première partie.

Autres sujets traités à venir pour janvier dès la semaine prochaine :

- Loi en faveur de Mayotte pour la reconstruction
- Semaine du contrôle : à l'ordre du jour : rôle de la France dans l'effondrement du droit international, un an après la crise agricole, quel bilan pour nos agriculteurs (j'interviendrai sur ce sujet), après l'élection de Donald Trump, concrétiser la souveraineté européenne, la santé mentale des jeunes, évaluation de la loi confortant le respect des principes de la république
- Projet de Loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne.